



# Un budget provincial équitable et inclusif

Par la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse

Déposé le 31 janvier 2023

54 rue Queen, Dartmouth (N-É) B2Y 1G3

[www.ffane.ca](http://www.ffane.ca) | [dg@ffane.ca](mailto:dg@ffane.ca) | (902) 433-2088

## Introduction

### Qui sommes-nous ?

La Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FFANE) est un organisme à but non-lucratif de portée provinciale, qui n'est affilié à aucun parti politique. Nous sommes l'organisme porte-parole des femmes acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse. La FFANE est mandatée au développement du plein potentiel et à l'épanouissement des femmes acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse dans les sphères politiques, économiques et sociales.

### Mise en situation

Forte de huit (8) regroupements régionaux (Argyle, Clare, Chéticamp, Halifax, Pomquet, Richmond, Sydney, Truro) et d'un comité jeunesse, la FFANE est familière avec les enjeux qui touchent les filles et les femmes d'expression française de notre province. Encore aujourd'hui, les filles et les femmes sont confrontées à diverses formes d'inégalités et de discriminations qui limitent leur épanouissement. Nos échanges avec nos membres sur le terrain, ainsi que de nombreuses études, prouvent que la pandémie de la Covid-19 a impacté les femmes de manière disproportionnée et qu'elle a renforcé les obstacles systémiques au développement de leur plein potentiel. Ces effets néfastes sont présentement combinés à d'autres facteurs socio-économiques qui aggravent la situation des personnes les plus vulnérables, comme l'augmentation du prix de l'alimentation et des biens de première nécessité, l'augmentation des loyers et des coûts de l'immobilier, l'accès difficile aux soins de santé, ainsi que le manque de services en français.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a un rôle majeur à jouer dans le développement de politiques et de programmes qui favorisent le bien-être commun et qui prennent en compte les enjeux spécifiques des groupes vulnérables, en particulier ceux des femmes dans toute leur diversité.

Ainsi, la FFANE soumet trois revendications pour la mise en place d'un budget provincial ambitieux qui met de l'avant les principes d'équité, de diversité et d'inclusion :

1. L'utilisation systématique de l'Analyse Comparative entre les Sexes+ (ACS+) lors du développement du budget provincial, mais aussi des politiques et programmes publics.
2. La lutte contre la précarité en tenant compte des besoins spécifiques aux femmes.
3. Le développement et l'accessibilité à des services en français, aussi bien en ville que dans les régions rurales.

## I. L'utilisation systématique de l'Analyse Comparative entre les Sexes+ (ACS+) lors du développement du budget provincial, mais aussi des politiques et programmes publics.

L'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) est un outil qui sert à évaluer comment des politiques, des programmes ou des initiatives affectent différemment les femmes, les hommes et les personnes de diverses identités de genre, en visant à prévenir et corriger les discriminations structurelles. L'ACS+ permet aussi de prendre en compte l'intersection de plusieurs autres facteurs identitaires (comme l'origine, le handicap, la langue, etc.). Intégrée aux processus d'élaboration des politiques, programmes et budgets, elle permet d'assurer l'équité en tenant compte des réalités multiples des Néo-écossais·e·s.

La FFANE applaudit la prise de conscience du besoin d'utiliser plus systématiquement l'ACS+ au sein de la fonction publique, illustrée par le projet de loi [Gender based Analysis Plus implementationn Act – Bill 15](#) qui vise à mandater une ACS+ à toutes les soumissions au Conseil de Trésorerie et de Politique, ainsi qu'au Conseil Exécutif. Par contre, la mise en pratique tarde un peu : le projet de loi n'a pas avancé depuis le 27 octobre 2021. Presque quinze mois après sa première lecture, il reste encore cinq étapes importantes à passer avant qu'il ne puisse être mis en œuvre. La FFANE demande que les discussions reprennent sur ce projet de loi critique à une Nouvelle-Écosse plus équitable et inclusive.

La FFANE demande aussi plus de transparence au niveau de l'utilisation de l'ACS+ au sein du gouvernement provincial. Il est difficile de savoir où cette approche a été employée et les réflexions qui ont eu lieu suite à son emploi pour bien prendre en compte la lentille du genre intersectionnelle. L'ACS+ doit être intégrée dès les premières étapes dans le développement des politiques, programmes et budgets afin d'être un outil efficace. Mesurer l'impact de certaines décisions sur les femmes ou les minorités de genre n'est pas suffisant : il faut que des changements soient apportés en amont pour faire changer les choses. La FFANE demande donc au gouvernement de la Nouvelle-Écosse de faire cette analyse de manière transparente et à toutes les étapes de l'élaboration du budget, puis de rendre les résultats publics en incluant un rapport genré complémentaire, comme celui au niveau fédéral. Nous espérons voir un effort dans la prise en compte de l'ACS+ pour le présent budget.

La FFANE demande :

- La reprise des discussions sur le projet de loi *Gender based Analysis Plus implementationn Act – Bill 15*.
- Plus de transparence au niveau de l'utilisation de l'ACS+ dans le développement des politiques, programmes et budgets.
- La prise en compte de l'ACS+ dans le présent budget.

## II. La lutte contre la précarité en tenant compte des besoins spécifiques aux femmes.

Les iniquités sur le plan économique et social en Nouvelle-Écosse sont multiples : qu'on parle de revenu, d'accès aux emplois de qualité, ou encore des opportunités et services. La pandémie a renforcé ces défis en impactant de manière disproportionnée les femmes : que ce soit en alourdissant les charges de travail domestique non-rémunéré ou en mettant en première ligne la plus grande proportion de femmes travaillant dans les métiers de soins (tels que dans des foyers de soins de longue durée, le secteur des soins communautaires, etc.). [La proportion de femmes travaillant à temps partiel est le double de la proportion d'hommes – et ces emplois sont souvent précaires, sous-payés et sous-valorisés.](#) Il y a un besoin pressant d'investissements pour contrer les obstacles à la participation et à l'épanouissement économique des femmes.

La FFANE est inquiétée par la capacité de l'inflation à exacerber les iniquités existantes. Il faut continuer à augmenter le salaire minimum (se trouvant actuellement à 13,60\$ de l'heure), et [viser le salaire de subsistance : entre 20,00\\$ par heure au Cap Breton et 23,50\\$ de l'heure à Halifax, selon le Canadian Centre for Policy Alternatives.](#)

Les services de la petite enfance ont aussi grand impact sur la participation des femmes au marché du travail. La FFANE salue l'augmentation des salaires des éducatrices et éducateurs dans le domaine de la petite enfance : il faut continuer sur cette lancée afin d'atteindre le salaire de subsistance, et investir pour améliorer les conditions de travail. Le manque de clause linguistique dans les accords d'amélioration des services à la petite enfance entre le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et le gouvernement fédéral inquiète également la FFANE : sans investissements dans l'offre de services dans la langue officielle de leur choix, il peut être très difficile pour les enfants de passer ensuite dans les écoles du Conseil scolaire acadien provincial, de s'épanouir, et de contribuer à la riche diversité de notre province.

La FFANE demande aussi un meilleur financement des services de santé publics, plus particulièrement dans le secteur des soins aux aîné·e·s et aux personnes les plus vulnérables. Ces investissements amélioreraient la qualité des soins prodigués : le personnel dans le secteur des soins communautaires ne peut pas assurer des soins de qualité sans un salaire, des conditions de travail, de la formation et des ressources adéquats. Ce secteur vit également une pénurie de personnel : les salaires ne reflètent toujours pas la valeur du travail lorsqu'on les compare avec ceux des emplois à prédominance masculine de valeur comparable. Il est donc plus difficile et moins attrayant pour les jeunes d'envisager une carrière dans ce domaine, ce qui renforce le problème. Investir dans ce secteur allégerait aussi la charge sur les personnes aidantes - un rôle non-rémunéré qui incombe encore majoritairement aux femmes – en rendant les services plus accessibles. Les personnes les plus vulnérables auront accès à des soins de qualité, et les aidant·e·s pourront plus pleinement participer au marché du travail.

La FFANE demande :

- Un salaire minimum égal au salaire de subsistance.
- Des investissements accrus dans le secteur dans la petite enfance.
- Une revalorisation du travail de soin rémunéré.

### III. Le développement et l'accessibilité à des services en français, aussi bien en ville que dans les régions rurales.

La santé, l'intervention et le soutien aux survivantes de violences basées sur le genre, ou encore la justice sont autant de domaines essentiels à l'épanouissement des filles et des femmes. Pourtant, les services disponibles sont limités et difficilement accessibles, en particulier en français et dans les régions rurales. Le manque de services et les difficultés pour y accéder impactent en priorité les femmes et les personnes vulnérables. Pour des domaines délicats comme ceux de la santé ou de la violence basée sur le genre, il est essentiel que les personnes puissent s'exprimer dans la langue officielle de leur choix pour que leurs besoins soient compris et adressés comme il se doit. Le manque d'investissements dans des services bilingues contribue à la précarité des femmes et à leur isolement, en particulier dans les régions rurales.

La FFANE demande à ce que la barrière de la langue soit plus prise en compte par le gouvernement, qu'il reconnaisse les besoins linguistiques et culturels des communautés acadiennes et francophones, et qu'il investisse massivement dans le développement de services bilingues, en priorité dans la santé et dans le soutien aux survivantes de violence. Dans la santé, nous encourageons le gouvernement à faciliter la navigation du système de santé d'un point de vue linguistique. Cela peut passer par des mesures de base, comme l'identification de la langue sur la carte santé des patients ou par la mise en évidence des langues parlées par les professionnels de santé, de manière systématique. De plus, il est important que le gouvernement investisse dans des programmes d'accueil destinés aux nouvelles arrivantes et leurs familles, pour les aider à naviguer le système de santé et à trouver les soins dont elles ont besoin, malgré les barrières linguistiques et culturelles.

En ce qui concerne les services d'intervention et de soutien aux survivantes de violences basées sur le genre, il est nécessaire de financer les maisons de transition pour qu'elles se dotent de personnel bilingue. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a une responsabilité vis-à-vis de la qualité de vie de sa population, et en particulier des femmes et des personnes vulnérables qui ont besoin de services gratuits et accessibles.

La FFANE demande :

- Une reconnaissance des besoins linguistiques et culturels des communautés acadiennes et francophones.
- Un financement massif dans les services bilingues, en particulier en santé et en violence basée sur le genre.
- Le développement de programmes d'accueil pour les nouvelles arrivantes et leurs familles.
- Le financement nécessaire aux maisons de transition pour se doter de personnel bilingue.

## Conclusion

La pandémie de la Covid-19 et la dégradation de la situation économique impactent les femmes de manière disproportionnée. Repoussées aux marges de la société, il est temps de remédier à cela en adoptant un budget ambitieux qui met le bien commun et l'épanouissement collectif au centre des priorités du gouvernement. En constituant son budget, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ne devrait pas laisser la lentille du genre et la lentille linguistique de côté. Ce sont autant de réalités qui représentent des milliers de personnes dans notre province et que le gouvernement ne peut pas se permettre d'ignorer. Par conséquent, la FFANE demande que le budget priorise la lutte contre les inégalités de genre, des actions efficaces contre la précarité économique et sociale des populations vulnérables et le développement de services en français même dans les régions rurales. La richesse de la Nouvelle-Écosse réside dans sa population, sa diversité et sa résilience. Aujourd'hui plus que jamais, il est temps de penser collectivement et d'investir dans la santé, l'épanouissement et l'avenir de nos communautés.